

**THE STRUCTURAL TRANSFORMATION OF THE ALGERIAN ECONOMY:
REALITY CHECK
LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE ALGERIENNE :
ETAT DES LIEUX**

***Amira AMMI**

Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
ammi.amira@enssea.net

Badreddine TALBI

Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
talbi.bad@gmail.com

Reçu le: 03/07/2021 **Accepté le :** 20/06/2022 **Publication en ligne le:** 24/10/2022

ABSTRACT: This study, which aimed to assess the structural transformation of the Algerian economy through structural transformation indicators, made it possible to analyze the sectoral distribution of employment, the structure of GDP, the investment effort, and research and development. We observed from the data a phenomenon of worker migration over time.

In addition, the data show a large investment effort between 1969-2017, but R&D is very low, which implies low technological skills and innovation. The structural transformation index is also low due to the lack of industrialization.

Keywords : structural transformation, sectoral employment, Investment, innovation, diversification.

JEL Classification : H50, J21, J24, L60, O1, O20.

RESUME : Cette étude, qui avait pour objectif d'évaluer la transformation structurelle de l'économie Algérienne à travers les indicateurs de transformation structurelle, a permis d'analyser la répartition sectorielle de l'emploi, la structure de PIB, l'effort d'investissement et la recherche et développement. Nous avons observé à partir des données un phénomène de migration des travailleurs au cours de temps.

De plus, les données montrent un grand effort d'investissement entre 1969-2017, mais la R&D est très faible ce qui implique la faiblesse de compétences technologiques et d'innovation. L'indice de transformation structurelle est aussi faible suite au manque d'industrialisation.

Mots clés : transformation structurelle, emploi sectoriel, investissement, innovation, diversification.

1. INTRODUCTION :

La transformation structurelle est apparue aujourd'hui comme un pilier central de l'économie du développement, ce concept est souvent abordé par plusieurs spécialistes du développement qui affirment que les transformations structurelles représentent une condition préalable et nécessaire au développement économique et social.

Dans le processus d'émergence d'un pays, l'activité économique est caractérisé par une réallocation des ressources des secteurs traditionnels les moins développés et les moins productives vers les secteurs modernes à plus grande productivité. Par ce processus, la structure sectorielle de l'économie s'en trouve profondément transformée et l'économie gagne.

Le Japon par exemple, étant un pays en voie de développement dans les années 50, a réussi de se positionné en tant que deuxième puissance Mondiale, grâce à son passage de l'agriculture vers l'industrialisation. Les tigres Asiatiques (Hong-Kong, Corée, Singapour, Taiwan) ont également brisé le cercle vicieux du sous-développement et de la pauvreté, et accélèrent un transfert massif de main d'œuvre agricole vers l'industrie. Dans le processus de transformation structurelle et d'émergence des économies les plus avancées le travail est généralement réorienté du secteur traditionnel vers le secteur moderne ce qui a entraîné une émergence du secteur industriel.

C'est dans ce sens-là, que le gouvernement Algérien a commencé de reconstruire l'économie nationale après l'indépendance en suivant les chemins des pays industrialisés, ce qui nous pousse à poser la question suivante :

L'Algérie a-t-il réellement réussi sa transformation structurelle ?

L'objectif de cette étude est d'évaluer le processus de transformation structurelle de l'économie Algérienne à travers les différents indicateurs de transformation structurelle, et de fournir des réponses sur les perspectives de la transformation Algérienne

Pour répondre à la problématique ainsi posée et atteindre l'objectif de l'étude, nous organiserons notre réflexion en deux parties :

La première partie de notre étude sera consacrée à une revue de la littérature sur la transformation structurelle ainsi que les différents stratégies de développement de l'économie Algérienne. La deuxième partie portera sur une analyse et une évaluation de la transformation structurelle en Algérie à travers les indicateurs de transformation structurelle.

2. DEFINITIONS DU CONCEPT DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE :

Le concept de la transformation structurelle peut être défini selon plusieurs manières et différentes approches économique. Ce concept reflète le changement dans la composition sectorielle du Produit Intérieur Brute (PIB), à travers un transfert massif de ressources d'un secteur à un autre.

Le rapport sur les Perspectives Économiques en Afrique (2013) définit la transformation structurelle comme la réallocation de l'activité économique des secteurs à faible productivité vers ceux où elle est plus forte, permettant ainsi de maintenir une croissance forte, durable et inclusive. Ce processus est généralement caractérisé par au moins deux faits stylisés : (i) l'augmentation de la part du secteur manufacturier et des services à forte valeur ajoutée dans le PIB, couplée avec une baisse soutenue de la part

de l'agriculture ; et (ii) la baisse de la part de l'emploi agricole et le transfert des travailleurs vers les autres secteurs plus productifs de l'économie. Cela nécessite un investissement dans le développement des compétences afin de favoriser l'émergence des secteurs les plus productifs.

La transformation structurelle signifie également, « la capacité d'un pays donné à faire migrer sa structure productive des activités à faible productivité vers celles à productivité plus élevée » (El Mokri, 2016 : P. 18). Elle est, donc -selon Hausmann et Rodrik - cruciale pour la croissance et le développement économique (Hausmann, 2003 : p.10), étant donné que les pays qui s'engagent dans des activités économiques nouvelles et plus complexes, tendent à améliorer leur production et leurs exportations, ce qui implique un développement plus rapide.

La transformation structurelle de point de vue de la CNUCED « est le résultat de l'accumulation des facteurs, de la réallocation des facteurs et de l'innovation par quoi l'on entend l'introduction de produit et de processus qui sont nouveaux pour une économie » (CNUCED, 2012 : P. 30). Cette transformation entraîne donc un processus permanent de destruction créatrice.

En un mot, la transformation structurelle désigne le redéploiement de l'activité économique entre les trois grands secteurs de l'économie (agriculture, industries manufacturières et services) et le changement de la composition sectorielle du produit intérieur brut, afin d'assurer une croissance future.

3. LES MESURES DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE:

3.1. L'industrialisation :

Après la grande crise des années 1930 et la seconde guerre mondiale, l'industrialisation s'est imposée dans le monde économique comme choix incontournable pour assurer une croissance économique à long terme.

Durant cette période la capacité d'importation des pays sous-développés (de sud) s'est diminuée. A cet égard, un modèle d'industrialisation était perçu comme la colonne vertébrale du développement économique, qui permet de transformer l'ensemble des structures économiques. Les expériences internationales des différentes stratégies d'industrialisation ont été marquées par un processus d'urbanisation et de migration de la main d'œuvre des secteurs ruraux vers les secteurs modernes (CNUCED, 2012).

Selon le rapport ONUDI « l'industrialisation est une force majeure du changement structurel, elle favorise le transfert des ressources des activités exigeantes en main-d'œuvre vers des activités à plus forte intensité de capital et de technologie » (ONUDI, 2016). En d'autres termes, l'industrialisation est cruciale pour la croissance des PED de sorte qu'elle booste l'évolution des structures économiques et notamment la part de secteur manufacturier dans le PIB.

Une industrialisation rapide doit s'accompagner d'un accroissement des capacités fondamentales (institutions, capital humain) afin d'accélérer le passage vers la catégorie des pays à revenu intermédiaire ou supérieur, et d'assurer une croissance robuste.

3.2. La diversification et la sophistication des exportations :

Selon le FMI la diversification désigne « le passage à une structure de production plus variée, avec le lancement de nouveaux produits ou le développement de produits préexistants, notamment des produits de meilleure qualité » (FMI, 2014).

La diversification représente un enjeu majeur pour un développement économique. Selon la théorie (classique) du commerce international les pays devraient se spécialiser dans la production des biens pour lesquelles ils disposent d'un avantage comparatif, ce qui permet de renforcer leur croissance économique, tandis que les théories récentes, affirme qu'elle contribue à l'accélération de la croissance.

La diversification et la sophistication des exportations se sont imposées comme des indicateurs permettant d'observer le processus de transformation structurelle (Lectard, 2017), de plus les pays qui parviennent à réussir leur transformation structurelle sont ceux qui sont capables de se diversifier loin de l'agriculture et d'autres produits traditionnels (MacMillan, 2011). Hesse Heiko (2008) affirme également qu'il est probable de mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures (ressources naturelles) et au secteur traditionnel. Prenons l'exemple de l'Algérie dont les hydrocarbures représentent actuellement 96% des exportations et dont le taux de croissance atteint 7,2% en 2003 (selon la banque Mondiale), la chute du prix du pétrole à partir de 2012 avait causé une forte diminution de ses exportations ainsi que ses recettes budgétaires car les revenus de l'Etat dépendent principalement de la rente pétrolière. A cet égard, le gouvernement a été dans l'obligation d'appliquer les mesures d'austérité, notamment la réduction des dépenses publiques, c'est dans ce cadre-là que l'investissement dans la diversification est préférable pour une économie car ce type de structure est instable.

Durant les premières étapes du développement, la transformation structurelle et la diversification sont étroitement liées. Du fait que les pays à faible revenu affichent un indice de concentration très élevé et sont spécialisés dans les activités liées à l'agriculture et aux ressources naturelles, la transformation structurelle par la redistribution des ressources entraîne une diversification de la production.

Le développement économique ne repose pas seulement sur de nouveaux produits, mais aussi sur l'amélioration de la qualité des produits existants.

3.3. La productivité de l'emploi :

Comme définit précédemment, la transformation structurelle est un processus de passage d'une économie agricole vers une économie industrielle et de service, qui doit s'accompagner d'un mouvement des ressources productives de l'agriculture vers l'industrie et les services. Cette migration volontaire de main-d'œuvre découle du fait que l'activité agricole est une activité à faible productivité.

4. STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT EN ALGERIE :

Le 5 juillet 1962, l'Algérie a fermé dans la joie et le sentiment de paix la douloureuse « parenthèse » de la colonisation, et fête à cet magnifique occasion son indépendance. Nul doute que le pays rentre à ce moment-là dans une phase de transition avec comme défi : la construction d'un gros édifice économique.

La reconstruction et la transformation de l'économie nationale a commencé durant cette période à travers l'évaluation de la situation économique résultante de la période coloniale.

En réalité le secteur agricole était durant les premières années de l'indépendance le deuxième secteur après les services marchands, qui contribue le plus à la richesse nationale (une valeur ajoutée de près de 22% de la Production Nationale Brute). Une part importante de l'emploi est également enregistrée au profit de ce dernier (60% à 70% de la population active). Comme tous les pays indépendants, notamment en Amérique Latine, qui avait lancés leurs stratégies de développement, l'Algérie opte à

son tour de ce débarrassé de sa situation structurelle de post indépendance caractérisée par l'agriculture traditionnelle. C'est dans ce cadre-là que le gouvernement Algérien avait lancé en 1964 un Plan d'urgence dont le but est de moderniser les unités de production abandonnées par les Français, ainsi que la création de nouvelles unités de biens de consommation, ce qui permet de répondre aux besoins de sa population en créant de nouveaux emplois.

4.1. Stratégie de développement indépendant et réajustement du système 1967-1989:

La stratégie de développement de cette période est inspirée principalement des travaux de G. Destanne de Bernis sur « les industries industrialisantes », par la promotion de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie), dite de base, et de modèle de substitution d'importation. La réalisation de cette dernière est basée dans un premier temps (1967-1973) sur la mise en place du modèle autocentré : nationalisations des hydrocarbures, constitution des grands ensembles industriels, Gestion socialiste des entreprises et, Révolution agraire. Au cours de deuxième plan quadriennal 1974-1977 le Boom pétrolier a permis une importante croissance des recettes de l'Etat ce qui lui a permis d'augmenter le taux d'investissement à plus de 40% durant cette période sous forme de machines et de services importés par les entreprises industrielles, la création d'emploi a également connu une croissance extensive. Les investissements massifs opérés durant cette période participent d'un processus de transformation accélérée de l'économie et de la société Algérienne.

En 1980, le gouvernement adopte des réajustements profonds de modèle économique à travers des perspectives décennales (1980-1990) basées sur la réduction de la place des industries de base qui ne concernera à partir de 1984, que les projets d'équipement simples (tuyaux, ciment, charrues, etc.) destinés aux autres secteurs d'activités (agriculture, hydraulique, construction). Cela signifiait de fait alors l'arrêt de toute industrie lourde. La restructuration des entreprises publiques qui se caractérise par un déficit chronique et un endettement structurel, a constitué également un axe fondamental de réajustement économique dans cette période. L'objectif essentiel de cette dernière, est l'accroissement de l'efficacité de l'outil de production par une plus grande utilisation des capacités de production et l'accroissement de la productivité du travail. Les entreprises sont redimensionnées et redéployées à travers le territoire national avec plus de spécialisation, mais ces derniers restent une propriété de l'Etat.

Toutefois, l'arrivée de la tempête des prix du pétrole en 1986 et la chute du bloc communiste en 1989, font apparaître une incapacité d'atteindre les objectifs prévus dans la perspective décennale et, un déséquilibre macroéconomique ce qui est traduit par un déséquilibre dans la balance commerciale (réduction de exportations de 14,5 Milliards en 1985 à 7,7 Milliards en 1986). De plus, on constate une chute nette de la productivité du travail, mesurée par le rapport valeur ajoutée/coût de main-d'œuvre, cela est due à la croissance de l'effectif employés et l'augmentation des coûts de main-d'œuvre. La dette extérieure est aggravée (23 milliards de dollars contre 18,37 milliards de dollars en 1985) et Le service de la dette, représente 56,7% des 30 exportations des biens et services (contre 35,8% en 1985), rapidement toute l'économie est devenue malade et l'assistance financière semblait être le médicament.

4.2. Ajustement structurel et stabilisation macroéconomique 1989-1999:

La situation alarmante de l'économie Algérienne nécessite une transformation de système qui a été fortement encouragée par le FMI et la Banque Mondiale. Cette période est marquée par un certain nombre de réformes afin de libéraliser l'économie, notamment l'accord stand-by 1991 et le programme d'ajustement structurel (PAS) 1994 (réduction de l'inflation, dévaluation et convertibilité du dinar dans les transactions commerciales avec l'extérieur, libération des prix, libéralisation du commerce extérieur, restauration des équilibres internes et externes).

Cependant, vers la fin des années 90, l'économie Algérienne reste toujours dépendante des hydrocarbures ce qui confirme son échec à amorcer un processus de diversification et de transformation de système économique à travers les politiques appliqués durant cette période qui sont à 90% des politiques de stabilisation. De plus « le libre fonctionnement des marchés ne suffit pas à faire apparaître les entrepreneurs susceptibles de remplacer l'Etat » (Rafinot, 2015 : p. 180).

4.3. Stabilisation sociale et relance de la croissance 2000-2017:

La nouvelle équipe gouvernementale de 2000 était devant un réel défi social et économique, les recettes généreuses des hydrocarbures durant cette période participent à la réalisation de grands investissements, la mise en œuvre des politiques d'aide à l'emploi, une nouvelle politique industrielle, et une politique d'attractivité des IDE à laquelle s'ajoute la poursuite de processus de privatisation des entreprises publiques. Les indicateurs macroéconomiques commençaient à s'essouffler : remboursement des dettes, diminution de taux de chômage et d'inflation...

5. ANALYSE DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE EN ALGERIE :

La transformation structurelle peut être analysée à travers les différents indicateurs vérifiés par les travaux empiriques. Ces indicateurs sont : l'emploi sectoriel, la valeur ajoutée sectorielle, l'investissement, la capacité d'innovation, et les exportations.

5.1. Part sectorielle de l'emploi :

« La réallocation du travail hors du secteur agricole s'explique par (i) la détérioration des termes de l'échange dans le secteur agricole, (ii) la réduction des distorsions des secteurs non-agricoles, (iii) l'augmentation de l'intensité du capital des secteurs non-agricoles relativement au secteur agricole, (iv) une amélioration de la productivité globale des facteurs non-agricole relativement à celle du secteur agricole » (ESSO et YEO, 2014 : P. 22).

On observe à partir de l'analyse de la répartition sectorielle de l'emploi un déclin permanent dans la main d'œuvre agricole dans le total de l'emploi, selon R. Boukha et F. Talahite une régression de l'emploi durant la période 1966/1977 avec une baisse de 170.000 emplois (Boukha et Talahite, 2008 : P. 8). En 1987, « elle ne contribue plus qu'à 18% de l'emploi alors qu'elle contribuait pour 50% à l'emploi total en 1966 » (Herizi & Moussi, 2012 : PP 100–117). Celle-ci a enregistré moins de 10% en 2014. Il s'agit donc, d'un phénomène de migration de la main d'œuvre.

Cependant, les études McMillan et Rodrik (2011, 2014) ont montré que le mouvement des ressources des secteurs les moins productifs vers ceux à productivité plus élevée est devenu difficile avec l'application des programmes d'ajustement structurel et avait eu l'effet inverse dans quelque pays notamment en Amérique Latine et en Afrique. Pour notre cas, on observe bien que la main d'œuvre libérée par le secteur agricole s'est dirigée, jusqu'aux années 90, vers l'industrie, ce dernier est

devenu incapable d'absorbé plus d'emploi, ce qui a créé un nouveau chemin de migration pour la main d'œuvre agricole, elle s'oriente cette fois-ci vers les BTP et les services qui sont généralement peu productifs. Les résultats affichent une tendance à la tertiarisation de l'économie de l'Algérie, le secteur tertiaire concentre à lui seul plus de la moitié du total des emplois.

Table N°1 : Réallocation sectorielle de l'emploi dans l'économie nationale 1973-2014

	1973	1977	1987	2000	2014
Part emploi Agriculture	40.0%	31.0%	18.6%	14.1%	9.5%
Part emploi Industrie	11.2%	18.0%	16.7%	13.4%	12.6%
Part emploi BTP	8.7%	15.5%	16.9%	10.0%	16.5%
Part emploi Service	40.1%	35.6%	47.8%	62.5%	61.4%

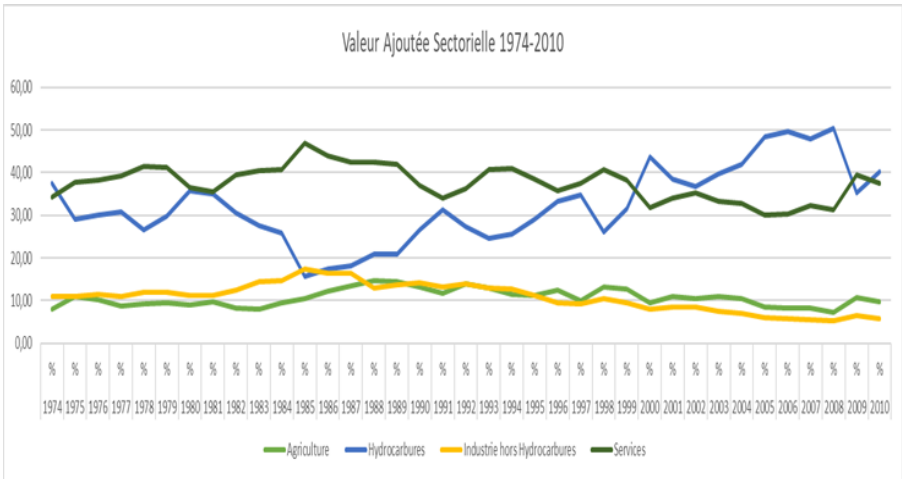
Source : Auteurs, d'après les données de l'ONS.

5.2. Valeur ajoutée sectorielle:

Etant donné que le secteur manufacturier a été le principal moteur d'une croissance économique soutenue et robuste dans l'histoire (CNUCED, 2012 : P. 3), les données disponibles indiquent que la part de l'activité manufacturière dans le PIB n'a cessé de décliner contrairement aux pays industrialisés dont la part de l'industrie dans le PIB est importante. « Des taux de croissance de plus de 5% du PIB (2005) sont en effet couplés à des taux croissances de l'industrie manufacturière très faibles, inférieurs à 1, et même négatifs pour certaines branches » (Talahite, 2010 : P. 83).

Par ailleurs, L'industrie manufacturière joue un rôle clé dans le changement structurel à long terme en favorisant l'innovation et le développement technologique pour soutenir la croissance de sa productivité ainsi que celle d'autres secteurs (ONUDI, 2016). Dans le cas de l'Algérie les fortes dévaluations de la monnaie nationale durant les années 90 tout autant que l'envolée du prix des hydrocarbures durant les années 2000 ont eu pour effet d'accroître la part des hydrocarbures dans le PIB et de réduire, toute chose égale par ailleurs, celle des autres secteurs de l'économie - dont l'industrie - sans que cela n'indique un quelconque changement de structure de l'économie.

Figure N° 1 : Valeur ajoutée sectorielle 1974-2010



Source : Auteur, d'après les données de l'ONS.

L'analyse descriptive de la valeur ajoutée sectorielle durant la période 1974-2010, montre que le secteur des hydrocarbures représente en moyenne 32,99% du PIB suivie par les services avec 37,4% du PIB qui sont loin devant l'agriculture et l'industrie qui affichent respectivement 10,62% et 10,27%. Il est clair que la richesse de l'économie Algérienne est concentrée sur le capital naturel (hydrocarbures), Le secteur manufacturier est en-deçà de son potentiel en Algérie. La structure de PIB est inscrite dans un état stationnaire au cours du temps.

Table N° 2 : Statistiques Descriptives

Secteurs	Moyenne	Min	Max	Ecart t-type
Agriculture	10,62	7,17	14,54	1,91
Hydrocarbures	32,99	15,59	50,37	8,83
Industrie hors Hydrocarbures	10,27	5,19	17,46	3,515
Services	37,40	30,05	46,78	3,88

Source : Auteurs, d'après les données de l'ONS.

5.3. Investissement et capacité d'innovation :

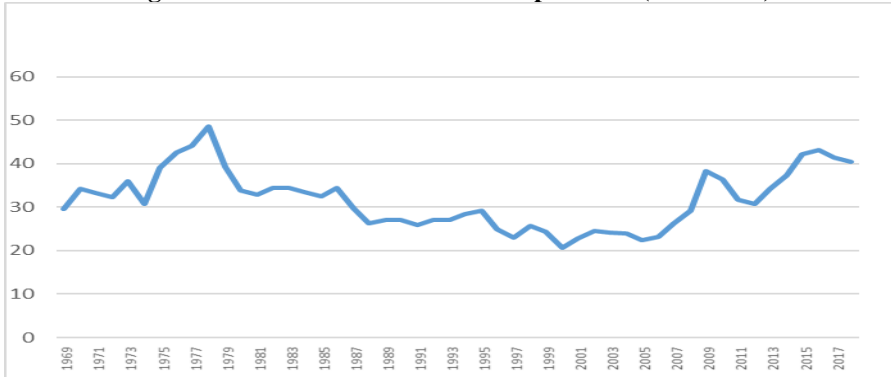
Selon la CNUCED l'investissement et la technologie sont des principaux moteurs de la transformation structurelle (CNUCED, 2012 : P. 87). Le premier introduit de nouvelles capacités productives, et le second, est le processus par lequel de nouveaux secteurs apparaissent, et de nouveaux produits seront injectés dans le marché. C'est dans ce cadre-là que nous allons analyser l'investissement (FBCF) et la capacité d'innovation mesurée par les dépenses en R&D.

« L'expérience des PED qui ont réussi indique que la transformation structurelle nécessite en général que les taux d'investissement augmentent pour atteindre au moins entre 25 et 30 % du PIB et que l'investissement public atteigne au moins 7 % du PIB » (CNUCED, 2012 : P. 88). Sur la période 1969-2018, l'Algérie affiche une moyenne de la FBCF (en % PIB) égale à 31.68%. Ce taux d'investissement est donc dans la même assiette avec ceux enregistrés dans les PED.

La FBCF a connu, au cours de dernière décennie une tendance à la hausse suite à l'effort fourni par l'Etat en matière d'équipement, notamment en infrastructures, contrairement aux années 70 où les rentes pétrolières étaient injectées dans la formation du capital fixe de l'industrie.

Certes, L'investissement public dans les infrastructures est un catalyseur de la croissance économique, mais ne suffit pas sans orientation de l'Etat. Cette forme d'investissement génère des externalités positives favorable à la croissance économique à moyen-long terme car la disponibilité d'une infrastructure avancée faciliterait l'implantation des investisseurs et la densification des unités de production de produits plus sophistiqués.

Figure N° 2 : Formation brute de capital fixe (% du PIB)



Source : Banque Mondiale.

Certes, l'investissement est nécessaire pour le développement mais l'augmentation de ce dernier pour atteindre les objectifs souhaités ne suffira pas sans orientation d'investissement vers les secteurs stratégiques notamment le secteur manufacturier, à laquelle s'ajoute l'amélioration de la qualité et la productivité de l'investissement.

L'investissement en capital physique doit en outre s'accompagner d'investissements parallèles en capital humain et en compétences technologiques si l'on veut en accroître l'impact sur le développement (CNUCED, 2014 : P. 7) et particulièrement sur la transformation structurelle.

Nous pouvons conclure en disant que l'aide de l'Etat est nécessaire pour la réalisation d'une transformation structurelle.

5.4. La capacité d'innovation :

Le développement des capacités technologiques est indispensable à l'accélération du changement structurel car l'effort en matière de R&D dans un pays donné est le meilleur indicateur reflétant le passage du stade de l'imitation et l'adaptation à celui de l'innovation. Cette dernière permettrait de renforcer la contribution de la productivité globale des facteurs à la croissance et les capacités productives du pays.

Au cours des dernières années l'Algérie a alloué moins de 1% du PIB à la recherche contrairement aux pays développés et les pays émergents où environ 4% du PIB est affecté à la recherche. Cette faiblesse des investissements publics en recherche et développement va affecter les perspectives à long terme.

Table N°3. Dépenses en recherche et développement (% du PIB)

Années	Valeurs	Variations (%)
2001	0,23	
2002	0,37	60,87
2003	0,20	-45,95
2004	0,16	-20,00
2005	0,07	-56,25
2017	0,54	671,43

Source : Banque Mondiale.

5.5. Les exportations :

Les exportations Algérienne sont caractérisées par la très forte dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Celles-ci représentent en 1989, près de 96% des exportations de marchandises contre 97% en 1979 (BOUDJEMA, 2011 : PP. 10-15) Les exportations hors hydrocarbures est toujours modestes, avec seulement 6,16% (du total des exportations) entre 2000-2014, soit l'équivalent de 1,78 milliards Dollars US.

Les principaux produits hors hydrocarbures exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produits » qui représente une part de 4,5% (du total des exportations) soit l'équivalent de 3 milliards de Dollars US. Le groupe « biens alimentaires » avec une part de 1,13%. Le groupe « produits bruts » et « biens de consommations non alimentaires » avec 0,18% et 0,06% respectivement. Les exportations de haute technologie sont également marginales avec une moyenne de 0,4% (% des exportations de biens manufacturés) (DGD, 2017), ce qui vérifie la faiblesse des exportations de biens manufacturés en Algérie ainsi que la compétitivité.

Tenant compte de la relation entre la diversification et la transformation structurelle, le pays reste relativement peu diversifié et est en général spécialisés dans les ressources naturelles, affichant à cet égard le plus élevé degré de concentration des échanges au monde.

6. INDICE DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE :

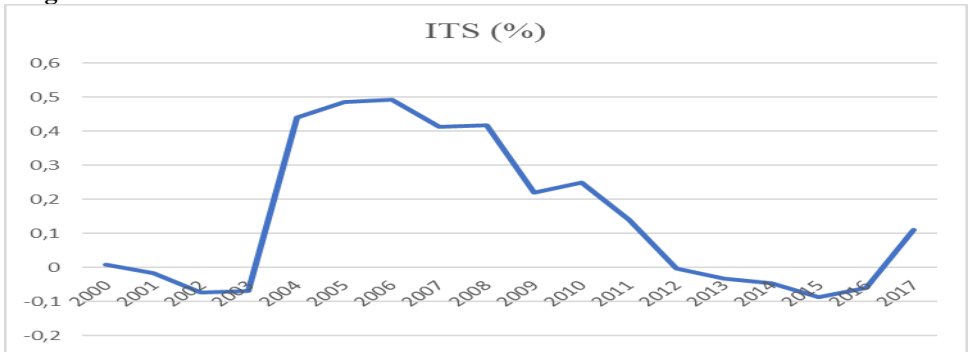
L'indice de transformation structurelle permet d'expliquer l'évolution de la productivité du travail dans une économie par les changements internes aux secteurs et par le transfert de la main d'œuvre des secteurs les moins productifs vers les plus productifs. Cet indice est obtenu par la formule suivante :

$$ITS = (L_{k,t} - L_{k,t-1}) \frac{y_{k,t}}{Y_{t-1}} \quad \text{avec :}$$

L : emploi sectoriel

y : productivité sectorielle

Y : productivité globale

Figure N°3 : Evolution de l'indice de transformation structurelle 2000-2017

Source : calculs des auteurs.

Selon les résultats présentés dans le graphique 2, l'Algérie a connu au cours de la période 2000-2017, une faible transformation de sa structure avec une moyenne de 0,14%. Ce timide changement s'est traduit par la faible mobilité des travailleurs du secteur primaire (en particulier l'agriculture) vers d'autres secteurs plus productifs. En effet, sur la période 2000-2017, le poids de la main d'œuvre agricole est passée de 14.1% à 9.3% soit une baisse de 5%. Cette transformation a beaucoup plus profité au secteur tertiaire.

7. CONCLUSION :

Cette étude, qui avait pour objectif d'évaluer la transformation structurelle de l'économie Algérienne, nous a permis de voir un phénomène qui s'observe historiquement dans beaucoup de pays en voie de développement, c'est celui de déclin de la main-d'œuvre du secteur agricole au cours de temps. Certes, ce phénomène n'a pas donnée naissance dans notre pays à une dynamique de transformation structurelle car celle-ci suit une trajectoire très différente du modèle classique, celui qui a engendré une forte croissance en Asie, et avant cela, dans l'Europe industrielle. La main d'œuvre quitte l'agriculture, mais l'industrie manufacturière n'en est pas le principal bénéficiaire (désindustrialisation à partir des années 80). Cette dernière est en grande partie absorbés par les services, qui ne sont pas particulièrement productifs.

La structure de l'économie Algérienne n'a pas connu de mutation sensible depuis l'indépendance, il ressort de la structure de PIB que le secteur industriel manufacturière a toujours été marginal et que l'économie dépend toujours de secteur des hydrocarbures (secteur majeur de financement de l'économie). En gros, la faiblesse de l'industrie représente un frein pour le processus de transformation structurelle en Algérie

De plus, le niveau d'investissement public en matière d'équipement enregistré en Algérie est favorable à la croissance économique à long terme (externalités positives) mais cet investissement ne suffira pas sans orientation vers les secteurs stratégiques (politique d'investissement ciblé). Ainsi l'effort fourni par l'Etat en matière de recherche et développement est très faible ce qui signifie la faiblesse de compétences technologiques et d'innovation, l'absence de diversification et de transformation économique. L'indice de transformation structurelle est également très faible entre

2000-2017, suite à la faible mobilité des travailleurs du secteur primaire vers d'autres secteurs plus productifs et au manque d'industrialisation.

En un mot, l'économie Algérienne est pauvre sans capital naturel (hydrocarbures), donc la transformation structurelle est loin d'être achevée en Algérie.

BIBLIOGRAPHIE :

1. **BENISSAD H.**, « *Le plan d'ajustement structurel* », confluences méditerranée, n° 23, automne, PP.107-118.
2. **BOUDJEMA R.**, « *Economie du Développement de l'Algérie 1962-2010* », dar alkhalidounia, Alger, 2011, Vol. 1.
3. **CNUCED.**, *Transformation Structurelle Et Développement Durable*, Rapport 2012.
4. **CNUCED.**, « *Le développement économique en Afrique: catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique* », 2014.
5. **EL MOKRI K.**, « *Le défi de la transformation économique structurelle : une analyse par la complexité économique* », OCP Policy Center, 2016.
6. **ESSO L J. et YEO N.**, « *Transformation structurelles et développement sectoriel en Côte d'Ivoire* », PNUD, 2014.
7. **FMI.**, « *Assurer la croissance à long terme et la stabilité macroéconomique dans les pays à faible revenu: rôle de la transformation structurelle et de la diversification* », 2014.
8. **HAUSMANN R. et RODRIK D.**, « *Economic Development as Self Discovery*», Journal of Development Economics, 2003.
9. **HERIZI R. et MOUSSI O.**, « *Croissance économique et productivité totale des facteurs en Algérie* », Revue d'économie et de Statistique Appliquée, volume12, 2012, PP. 100-117.
10. **HESSE H.**, *Export diversification and economic growth*, Commission on Growth and Development, 2008, p. 36.
11. **MPPI.**, « *La stratégie et les politiques de relance et de développement industriels* », Alger, 2007.
12. **RAFFINOT M.**, *Économie du développement*, Dunod, France, 2015.
13. **TALAHITE F.**, *Réformes et transformations économiques en algérie*, Université Paris-Nord - Paris XIII, 2010, <tel-00684329>.
14. **TEMMAR H.**, *La transition de l'économie émergente: références théorique, stratégies et politiques*, OPU, Alger, 2011.
15. **TEMMAR H.**, *L'économie de l'Algérie: les stratégies de développement*, OPU, 2015.